

www.pcvwh.ca
www.atira.bc.ca



**Parlons
Femmes Et Logement**

**8^e
Rapport
du Symposium
Annuel**

LES 20 ET 21 FÉVRIER 2025, À TORONTO (ONTARIO)
PRÉPARÉ PAR KHULUD BAIG



TABLE DES MATIÈRES

Reconnaissance des territoires traditionnels	1
Introduction	2
Compte rendu de la première journée	4
Discours de bienvenue - Donna-Lynn Rosa, directrice générale d'Atira	5
Cérémonie d'ouverture	5
Présentations principales et discussions	6
• Solutions de logement pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre - Carolyn Whitzman	6
• Climat politique actuel et défense du logement - Sénatrice Marilou McPhedran	8
• Le point sur les appels à l'action de Parlons femmes et logement - Khulud Baig	10
• Insécurité du logement et violence conjugale pendant la COVID-19 – Lisa Martin et Daniely Sciarotta	17
• Panel sur l'expérience vécue – Modéré par Lori Deets, membre du comité consultatif de Parlons femmes et logement	18
• Commission d'examen Neha : Présentation et préparation du dialogue oral du deuxième jour - Stefania Seccia et Khulud Baig, RNFLI	22
Cérémonie de clôture - Jour 1	28
Compte rendu de la deuxième journée	30
Cérémonie d'ouverture	31
Dialogue oral avec les membres de la commission d'examen des droits de la personne Neha	31
• Allocution d'ouverture des membres de la commission d'examen, Sylvia Maracle et Pam Golde Desrochers	31
• Discussions thématiques	35
• Cercle de partage sur les solutions, recommandations et mesures à prendre	47
Stratégies féministes de défense du logement : Comment se préparer aux résultats des élections - Ange Valentini et Chi Nguyen	52
• Aller de l'avant	55
Cérémonie de clôture - Jour 2	58
Poursuivre le travail	58

Reconnaissance des territoires traditionnels

Cette année, le symposium annuel Parlons femmes et logement s'est tenu à Tkaronto, Toronto (Ontario), sur le territoire traditionnel non cédé de nombreuses premières nations, dont la Première Nation des Mississaugas de la New Credit, la Première Nation anichinabée, la Première Nation chippewa, la Première Nation Hodinöhsö:ni' et la Nation huronne-wendat. Tkaronto est aujourd'hui le lieu de résidence de nombreux membres des premières nations, des Inuits et des Métis.

Nous savons également que Tkaronto est situé sur les terres protégées par l'accord wampum du « Bol à une seule cuillère » et qu'il est visé par le Traité n° 13 qui a été signé avec la Première Nation des Mississaugas de la New Credit et par les Traités Williams qui ont été signés avec plusieurs bandes de Mississaugas et de Chippewas.

Les hôtes et les personnes présentes au symposium sont également conscientes que le Canada est un État colonial colonisateur sur l'île de la Tortue, qui est gouvernée et habitée depuis des générations par des peuples autochtones pratiquants des modes traditionnels de faire, de savoir et d'être. Cette revendication reconnaît que la crise actuelle de l'itinérance, qui touche de manière disproportionnée les peuples autochtones, est le résultat direct des politiques coloniales et patriarcales qui ont dépossédé les peuples autochtones de leurs terres et de leurs maisons, et qui ont transformé la terre et le logement en actifs rentables, aboutissant à la concentration des richesses entre les mains d'une poignée de privilégiés.

Introduction

Le symposium Parlons femmes et logement de deux jours, qui portait sur le genre et la justice en matière de logement, a réuni à Toronto 80 femmes et personnes de diverses identités de genre de tout le Canada. Les personnes présentes ont pris part à des ateliers, des discussions thématiques et des séances d'information sur les questions du logement et de l'itinérance qui touchent les femmes et les personnes de diverses identités de genre. La participation de la commission nationale d'examen des droits de la personne Neha sur le genre et le logement a constitué un moment fort. Les panélistes ont échangé avec les personnes présentes sur différents thèmes afin d'alimenter leur processus d'examen en cours.

Le présent rapport résume les conclusions du symposium de deux jours, en soulignant les principaux points abordés et en présentant les recommandations à mettre en œuvre.





**COMPTE RENDU DE
LA PREMIÈRE JOURNÉE**



Discours de bienvenue - Donna-Lynn Rosa, directrice générale d'Atira

Le symposium Parlons femmes et logement de février 2025 s'est ouvert sur le mot de bienvenue de Donna-Lynn Rosa, directrice générale d'Atira Women's Resource Society. Donna-Lynn Rosa a accueilli les personnes présentes en saluant le leadership des femmes qui l'ont précédée à Atira, tout en soulignant leur travail fondamental dans la lutte contre l'insécurité du logement. Elle a réaffirmé que le logement est un droit humain fondamental, en insistant sur son rôle de garante de la sécurité, de la dignité et de la stabilité. Elle a exhorté les



personnes présentes à reconnaître que leurs voix et leurs expériences communes au symposium influenceront les politiques, les modèles de financement et les solutions futures en matière de logement. Mme Rosa a invité les personnes présentes à faire preuve d'audace et d'imagination, en leur rappelant que le changement passe par le plaidoyer et l'action collective.

Cérémonie d'ouverture

Lors du premier jour du symposium Parlons femmes et logement, l'Aînée Marie McGregor Pitawanakwat a prononcé des prières d'ouverture en anishinaabemowin et en anglais. La prière de l'Aînée Marie était axée sur la force qui nous est accordée alors que nous travaillons ensemble au cours de la journée. Les gardiennes du savoir Pamela Spurvey et Tracey McKinnon ont chanté, joué du tambour et dispensé des enseignements autour du chant des guerrières. Enfin, elles ont procédé à une purification pour toutes les personnes présentes.

Présentations principales et discussions

Solutions de logement pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre

Dr. Carolyn Whitzman

Carolyn Whitzman a animé la première séance du symposium. Carolyn Whitzman est chercheuse dans le domaine du logement et de la politique sociale. Elle a travaillé en tant que conseillère experte dans le cadre du projet: Outils d'évaluation du logement (HART) de l'Université de la Colombie-Britannique, qui a élaboré des normes relatives aux meilleures pratiques standardisées pour l'analyse des besoins en logement, l'utilisation de terrains gouvernementaux pour des logements non commerciaux et l'acquisition de propriétés non commerciales, à l'aide de données détaillées et accessibles. Ces outils ont influencé la politique fédérale du logement. Elle travaille actuellement comme chercheuse principale dans le domaine du logement à la School of Cities de l'Université de Toronto, où elle analyse les meilleures pratiques pour étendre les logements abordables de « la classe moyenne manquante », les logements modulaires et les logements reproductibles. Elle fait partie du groupe d'experts du gouvernement fédéral sur l'industrie de la construction résidentielle.

Lors du symposium, Mme Whitzman a donné un aperçu de la crise du logement au Canada, soulignant la grave pénurie de logements abordables construits pour les ménages à faible revenu. Elle a précisé que l'itinérance n'est pas une fatalité, mais plutôt le résultat de décisions politiques, et elle a appelé à une collaboration accrue entre les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux pour combler ces lacunes de manière efficace.

Points forts de la discussion:

- Une participante a évoqué les défis posés par les normes nationales d'occupation, qui empêchent plusieurs personnes de vivre ensemble, même si le fait de partager un logement leur apporterait stabilité et soutien.



- Mme Whitzman a répondu en critiquant la façon dont les normes nationales d'occupation sont souvent mal interprétées pour interdire l'accès au logement. Elle a rappelé que certaines personnes et familles ne peuvent se permettre que des appartements d'une chambre à coucher et s'est demandé pourquoi l'accessibilité financière devrait déterminer si elles peuvent être logées ou non.
- Une participante des Territoires du Nord-Ouest a fait part de son expérience de vie dans un logement de transition, racontant comment son loyer avait soudainement augmenté de 650 dollars par mois. Après avoir contesté cette augmentation, le fournisseur de logement a admis qu'il s'agissait d'une erreur et l'a réduite à 200 dollars. Cependant, la participante a exprimé sa frustration face au manque de transparence. En effet, aucuns travaux n'ont été réalisés dans le bâtiment et les revenus n'ont pas augmenté, rien ne justifiant donc la hausse du loyer, même ajustée.
- Une autre participante autochtone a décrit les dures réalités de l'insécurité du logement, racontant comment elle a été contrainte de vivre avec son fils sur un matelas dans le sous-sol de sa fille. Bien qu'elle ait eu accès à des services de logement et de soutien dans l'ensemble du Canada, elle n'a pas réussi à obtenir un logement stable. « Le gouvernement considère ma collectivité comme étant remplaçable », a-t-elle déclaré.
- Plusieurs personnes présentes ont évoqué les conditions désastreuses de l'itinérance, notamment des cas d'engelures qui auraient pu être évités et qui ont entraîné des amputations. Elles ont critiqué l'approche réactive du système de santé, déclarant qu'il faudrait faire davantage pour prévenir ces tragédies plutôt que de se contenter d'en traiter les conséquences.



- Mme Whitzman a rappelé que le recours aux refuges et aux logements d'urgence est une solution inadéquate à long terme. Elle plaide plutôt en faveur de logements permanents et supervisés et d'un passage à des modèles de loyer fondé sur le revenu, garantissant que les augmentations de loyer sont liées aux revenus plutôt qu'à des taux de marché arbitraires.
- Mme Whitzman a également noté que « le taux du marché diffère d'une province à l'autre - il ne reflète en rien le locataire [ou son revenu]. Ce n'est pas parce que le coût de la vie augmente que les revenus des gens augmentent aussi. Le taux du marché devrait être remplacé par le taux de rendement global et les augmentations devraient être liées à l'augmentation des revenus. »

Climat politique actuel et défense du logement - Sénatrice Marilou

Sénatrice Marilou McPhedran

La sénatrice Marilou McPhedran a présenté la deuxième séance de la première journée du symposium. L'honorable Marilou McPhedran, membre de l'Ordre du Canada, est avocate, éducatrice et militante des droits de la personne. Elle a été nommée sénatrice indépendante, sur recommandation du premier ministre Justin Trudeau, en novembre 2016.

Reconnue pour son rôle de co-leader dans le développement des droits constitutionnels à l'égalité, elle parraine le projet de loi S-201 visant à abaisser l'âge du vote à 16 ans pour les élections fédérales, ainsi que le projet de loi S-261, la « Loi contre la rétribution du silence » visant à mettre fin à l'utilisation abusive des accords de non-divulgaration par les entités bénéficiant d'un financement fédéral.

Professeure titulaire au Global College de l'université de Winnipeg lorsqu'elle est entrée au Sénat, son bureau est désormais géré comme un laboratoire d'apprentissage parlementaire, car la priorité absolue de son programme au Sénat est de faire participer divers jeunes leaders et la société civile aux affaires parlementaires canadiennes et aux affaires mondiales.

La sénatrice McPhedran a évoqué le climat politique général et ses répercussions sur les communautés marginalisées. Elle a souligné que les inégalités systémiques ont des conséquences disproportionnées sur les femmes, les enfants et les personnes de diverses identités de genre, notamment en période d'instabilité politique.

Principaux enseignements:

- La sénatrice McPhedran a indiqué que les jeunes générations sont de plus en plus préoccupées par des problématiques comme la guerre et les conflits, qui exacerbent la précarité économique et sociale.
- Elle a invoqué les enseignements de l'Aînée Claudette Commanda, exhortant les personnes présentes à maintenir leurs liens avec leurs collectivités et leurs valeurs fondamentales pour faire face à ces défis.
- Elle a décrit la pauvreté systémique comme un mécanisme qui profite à la classe supérieure, notant que les fonds publics destinés à réduire la pauvreté circulent souvent dans des systèmes bureaucratiques, profitant à ceux et à celles qui administrent les programmes plutôt qu'aux personnes qui en ont le plus besoin.
- Rappelant son expérience en tant que consultante fédérale sur les droits des femmes en Thaïlande, elle a décrit le contraste saisissant entre les engagements publics du Canada en faveur de l'égalité des sexes et le patriarcat bien ancré dont elle a été témoin au sein des institutions fédérales. "Je n'ai jamais fait face à des niveaux de patriarcat aussi profondément enracinés dans les institutions fédérales", a-t-elle fait remarquer.
- La sénatrice a insisté sur le besoin d'un plaidoyer stratégique, tout particulièrement en période préélectorale. Elle a invité les personnes présentes à s'engager auprès de leurs représentants locaux, à nouer des relations au sein de leurs collectivités et au-delà, et à élaborer des stratégies de plaidoyer basées sur les circonscriptions, notamment en s'engageant dans les médias sociaux.

Points forts de la discussion

- Une participante a demandé comment les personnes peuvent maintenir leur plaidoyer fondé sur des valeurs lorsqu'elles luttent pour leur survie. Une autre a répondu en soulignant l'importance des réseaux de soutien, de la création de communautés et de l'organisation de coalitions.
- La sénatrice a admis que la survie peut parfois obliger les gens à faire des compromis éthiques, mais elle a précisé que les défenseurs doivent rester ancrés dans la réalité tout en s'efforçant d'obtenir un changement systémique.
- Une participante a demandé comment rendre les femmes privilégiées responsables de leur rôle dans le maintien de systèmes oppressifs sans s'aliéner des alliés potentiels. La sénatrice McPhedran a répondu que la

solidarité absolue est souvent irréaliste et que les défenseurs des droits de la personne doivent fixer des attentes pratiques tout en insistant sur l'importance d'un engagement significatif.

- Les personnes présentes ont évoqué la réduction continue des services sociaux, en se basant sur un organisme de défense des personnes handicapées situé à Calgary, qui a récemment perdu 500 000 dollars de financement.
- Une participante a raconté une histoire profondément personnelle et déchirante : elle a rencontré sa femme alors qu'elle vivait dans un refuge, et elles partagent aujourd'hui un logement avec une belle-sœur anciennement sans-abri. La participante, qui vit avec une grave affection de la moelle épinière, s'est vu refuser une opération chirurgicale et a depuis demandé l'assistance médicale à mourir (AMM), invoquant des douleurs chroniques et l'épuisement lié à la complexité du système de soins de santé canadien.
- La sénatrice a invité les personnes présentes à poursuivre leur action de plaidoyer, à faire entendre leur voix et à interroger leurs représentants élus. Elle a souligné que « le changement demande du temps, de la persévérance et du travail ».

Le point sur les appels à l'action de Parlons femmes et logement

Khulud Baig

Le symposium Parlons femmes et logement a toujours bénéficié d'appels à l'action rédigés collectivement par les personnes présentes au symposium. Chaque année, un bilan de ces appels à l'action est fourni afin d'alimenter les

discussions et les actions de plaidoyer lors du symposium. Les mises à jour de cette année sont les suivantes:

Appel à l'action n° 1 : Logement et femmes ayant une expérience vécue : La Stratégie nationale sur logement (SNL) devrait être élaborée en consultation avec des experts ayant une expérience vécue de l'itinérance et des besoins particuliers en matière de logement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) devrait établir un lien entre la Stratégie nationale sur le logement, la Stratégie de réduction de la pauvreté et la Stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes. La SCHL devrait rendre compte de ses progrès aux intervenants dans le domaine du logement des femmes.

Mises à jour principales :

- Le Plan du Canada sur le logement annoncé dans le budget 2024 est porteur de promesses et de perspectives pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre en situation d'insécurité en matière de logement, à condition que la mise en œuvre comprenne des mécanismes de mise en œuvre, de surveillance et de suivi nettement axés sur le genre et les droits de la personne¹. Voici certains des points forts :

- Investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable
- Lancement d'un nouveau fonds de protection des loyers d'un montant de 1,5 milliard de dollars
- Programme de prêts à la construction d'appartements

- Charte canadienne des droits des locataires
- Investissements pour lutter contre les campements et l'itinérance à l'extérieur des refuges

• **Commission d'examen Neha:** Une commission nationale d'examen des droits de la personne travaille actuellement sur les questions d'égalité des genres et de justice en matière de logement. La commission d'examen Neha examinera le droit au logement des femmes, des personnes bispirituelles, des personnes trans et des personnes de diverses identités de genre, ainsi que l'obligation du gouvernement de faire respecter ce droit. Neha se concentrera sur les points suivants :

- Les effets du non-respect du droit à un logement sûr, adéquat et abordable pour les femmes, les personnes bispirituelles, les personnes trans et les personnes de diverses identités de genre, notamment les conséquences que cette question a sur la réalisation progressive du droit à un logement adéquat au Canada;
- Les actions et inactions du gouvernement du Canada (lois, politiques, programmes, règlements, recommandations, engagements, plans d'action, stratégies, etc.) qui ont conduit à l'incapacité de faire respecter le droit des femmes, des personnes bispirituelles, des personnes trans et des personnes de diverses identités de genre à un logement sûr, adéquat et abordable, notamment les conséquences que ces actions et inactions ont sur les engagements nationaux et internationaux du gouvernement du Canada en matière de logement et de droits de la personne;
- Des solutions relevant de la compétence du Parlement pour résoudre le problème et réaliser progressivement le droit à un logement convenable au Canada.

• Le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre fonctionne par le biais d'accords bilatéraux avec chaque province et territoire. Il s'agit d'un plan qui vise à modifier les facteurs sociaux et économiques qui contribuent à la violence.

- La majeure partie de ce financement est affectée aux programmes et services de lutte contre la violence fondée sur le genre, à l'éducation et à la sensibilisation. Par contre, la manière dont il est lié aux programmes de logement et de lutte contre l'itinérance, en particulier les programmes de logement à faible obstacle, n'est pas claire à l'heure actuelle.

¹ Baig and Seccia (2024). Le RNFLI salue l'ambitieux budget 2024, et appelle à l'urgence pour atteindre les objectifs en matière de genre. Réseau national des femmes pour le logement et l'itinérance. <https://womenshomelessness.ca/budget2024/>

Appel à l'action n° 2 : Le logement des Premières Nations, des Métis et des Inuits:

Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que tous les logements destinés aux femmes autochtones, dans les centres urbains et hors des réserves ainsi que dans les réserves, comprennent des centres de guérison et de traitement et soient administrés par des femmes des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Le gouvernement du Canada devrait prendre des mesures immédiates pour inverser la politique qui exclut les Inuits de l'accès au financement fédéral des refuges.

Mises à jour principales:

- Le budget 2023 prévoyait d'injecter 4 milliards de dollars sur sept ans dans une stratégie de logement autochtone urbain, rural et nordique à partir de 2024-2025, mais ces détails restent en cours d'élaboration.
 - o Alors que le financement de 4,3 milliards de dollars pour la Stratégie pour les milieux urbains, ruraux et nordiques sera versé à partir de 2024, le budget de 2024 représente une possibilité manquée d'engager des fonds supplémentaires pour cette Stratégie afin de répondre aux demandes des collectivités autochtones et du secteur du logement partout au Canada.
 - o Dans l'analyse budgétaire présentée par le Réseau national des femmes pour le logement et l'itinérance (RNFLI), on a demandé de plaider tout particulièrement en faveur de l'application d'une perspective intersectionnelle de genre et de l'allocation équitable de ces fonds aux logements dirigés par des femmes autochtones et des personnes de diverses identités de genre, pour les femmes autochtones et les personnes de diverses identités de genre².

Appel à l'action n° 3: Financement des infrastructures pour le logement : La SCHL devrait veiller à ce que le financement des logements pour femmes soit égal à 25 % (plus tard 33 %) de l'enveloppe totale du financement de la Stratégie nationale sur le logement.

Celle-ci devrait rétablir immédiatement le programme d'amélioration des refuges, qui permet d'offrir des abris et d'autres types de logements.

Mises à jour principales:

- Au cours des deux dernières années, des experts et des défenseurs des droits ont exprimé le besoin de renouveler l'Initiative pour la création rapide de logements, qui s'est avérée être un financement essentiel pour

les projets de construction de logements au cours de la pandémie. Le renouvellement du Volet de création rapide de logements dans le cadre du Fonds pour le logement abordable dans le budget de 2024 attire l'attention et les investissements nécessaires pour combler les lacunes qui ont de profondes répercussions sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre en situation de précarité.

- o Dans le Budget en bref 2024, le RNFLI a plaidé pour que 40 % du montant soit accordé à des projets dirigés par et au service des femmes et des personnes de diverses identités de genre principalement³.

- Les experts affirment que le manque de suivi de programmes tels que l'Initiative pour la création rapide de logements témoigne d'une négligence scandaleuse de la part du gouvernement fédéral. L'absence de mécanismes de suivi et de contrôle, notamment en ce qui concerne la question du genre, constitue un défi. Il n'y a pas d'objectifs clairs concernant la réponse aux besoins de logement des ménages dirigés par des femmes, même si nous savons qu'elles sont surreprésentées dans la pauvreté.

- Il n'existe pas de définition unique du logement abordable dans les différents programmes, ce qui limite l'augmentation du nombre de logements à loyer modéré dans le parc immobilier, qui est pourtant essentiel pour répondre aux besoins des plus vulnérables.

Appel à l'action n° 4: Financement opérationnel pour les organisations de femmes et de services aux femmes : La SCHL devrait plaider pour que le financement des organismes œuvrant en faveur des femmes soit comparable à celui des services et programmes fournis directement par le gouvernement et les organismes du secteur public au sens large. Les travailleurs communautaires de première ligne et le personnel opérationnel et de programme devraient être rémunérés de manière compétitive.





Mises à jour principales:

- Le financement prévu par les accords sur le logement social (et les accords d'exploitation fédéraux-provinciaux avec le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard) ainsi que les accords bilatéraux de la Stratégie nationale sur le logement avec les provinces et les territoires permet de soutenir l'accessibilité financière et de financer les opérations en cours⁴.
- Le gouvernement fédéral peut et doit conclure des accords de partage des coûts à condition que les gouvernements et les organisations bénéficiaires adoptent une approche fondée sur les droits et l'Analyse comparative entre les sexes Plus. Il s'agit notamment d'accords qui exigent un financement opérationnel pour le logement social et solidaire, comme ce fut le cas pour l'Initiative pour la création rapide de logement. Il pourrait donner la priorité aux logements sociaux neufs et rénovés dans le cadre de l'allocation canadienne au logement, afin de ramener les coûts à des niveaux abordables. Ce point est particulièrement important pour les familles nombreuses qui ont besoin d'un logement de plus de trois chambres à coucher⁵.

Appel à l'action n° 5: Les femmes et un revenu annuel garanti: La SCHL devrait promouvoir la création d'un programme de revenu annuel garanti qui reflète les réalités régionales. Le programme devrait être élaboré selon une optique intersectionnelle fondée sur le genre avec la participation d'un échantillon représentatif de femmes. Il doit refléter les besoins que les femmes identifient, comme la préservation de la famille, un logement durable dont le loyer est proportionné au revenu et bénéficier d'un soutien transitoire solide. Ces besoins devraient être financés par des prestations s'ajoutant aux prestations pour enfants.

Mises à jour principales :

- Les taux d'aide sociale sont nettement inférieurs au seuil de pauvreté et n'ont pas augmenté avec le coût de la vie.
- Prestation canadienne pour les personnes handicapées : L'annonce de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées fait suite à des années de revendications de la part de la communauté des personnes handicapées. Les militantes déplorent que les demandes d'une allocation de 1 000 dollars par mois ne se soient traduites que par l'annonce d'une allocation de 200 dollars par mois. Les recherches menées par le RNFLI indiquent que plus de 75 % des femmes et des personnes de diverses identités de genre en situation de précarité du logement déclarent souffrir d'un handicap. On craint qu'une prestation aussi faible soit insuffisante

⁴ Whitzman (2021). PCVWH: PROGRESS ON 2018 CALLS TO ACTION. Pan-Canadian Voice on Women's Housing. <https://pcvwh.ca/wp-content/uploads/Pan-Canadian-Voice-for-Women-update-on-calls-report.pdf>

⁵ Ibid.

pour sortir les femmes et les personnes de diverses identités de genre en situation de handicap de la précarité du logement ou de l'itinérance.

Appel à l'action n° 6: Une voix pour le logement des femmes: Il devrait y avoir un financement permanent à Parlons femmes et logement.

Mises à jour principales :

- Les récents rebondissements et changements dans le mandat de la SCHL, qui a cessé de soutenir le programme de politique et de défense des intérêts pour le transférer à Infrastructure Canada, ont réduit le financement du Symposium. Comme le Symposium Parlons femmes et logement est une initiative visant à modifier les politiques, il ne relève plus du mandat de la SCHL en raison des changements apportés par le gouvernement.
- C'est en 2024 que la SCHL a accordé le dernier financement. À l'avenir, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) sera responsable du financement du symposium au cours de sa dernière année pour l'exercice 2026. Cependant, les derniers changements gouvernementaux affectant FEGC, l'incertitude plane quant au financement du prochain symposium.

Insécurité du logement et violence conjugale pendant la COVID-19

Lisa Martin et Daniely Sciarotta

Après la présentation des mises à jour des appels à l'action, Lisa Martin et Daniely Sciarotta ont communiqué les conclusions d'un projet de recherche communautaire sur les difficultés de logement rencontrées par les femmes victimes de violences conjugales pendant la pandémie de COVID-19.

Lisa Martin est une militante féministe pour le logement basée à Toronto qui a vécu une expérience de violence sexiste. Elle conçoit son travail comme étant à l'intersection de l'art à engagement social, de la recherche et de l'activisme. Les travaux de Lisa portent sur la pensée systémique, la mobilisation des connaissances fondées sur les arts, la diffusion et la maîtrise du pouvoir. Daniely Sciarotta est chercheuse postdoctorale au département de psychologie de l'université de Guelph. Ses recherches explorent les liens entre l'itinérance, l'instabilité du logement et la violence contre les femmes, en se concentrant sur la manière dont ceux-ci influencent la santé et le bien-être des femmes, notamment des jeunes femmes, à travers une perspective socioculturelle.

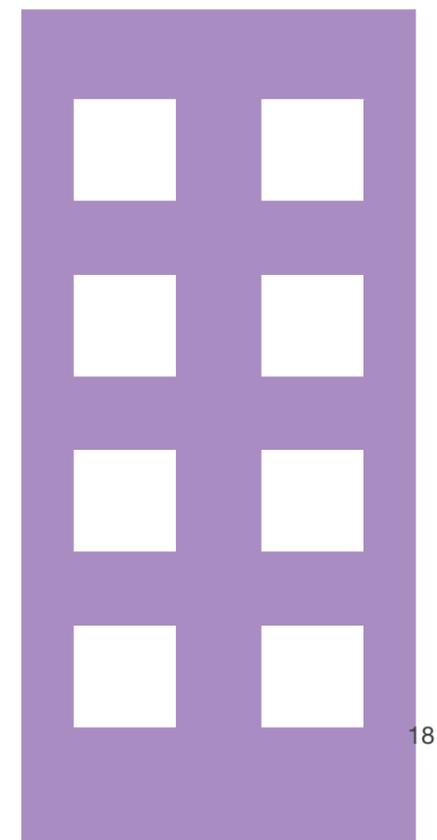
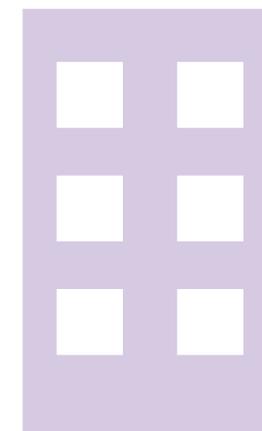
Les recherches que Lisa Martin et Daniely Sciarotta ont présentées ont montré comment la pandémie a intensifié l'instabilité financière et accru la complexité et la gravité de la violence, laissant de nombreuses femmes dans l'incapacité de planifier ou de rechercher un soutien.

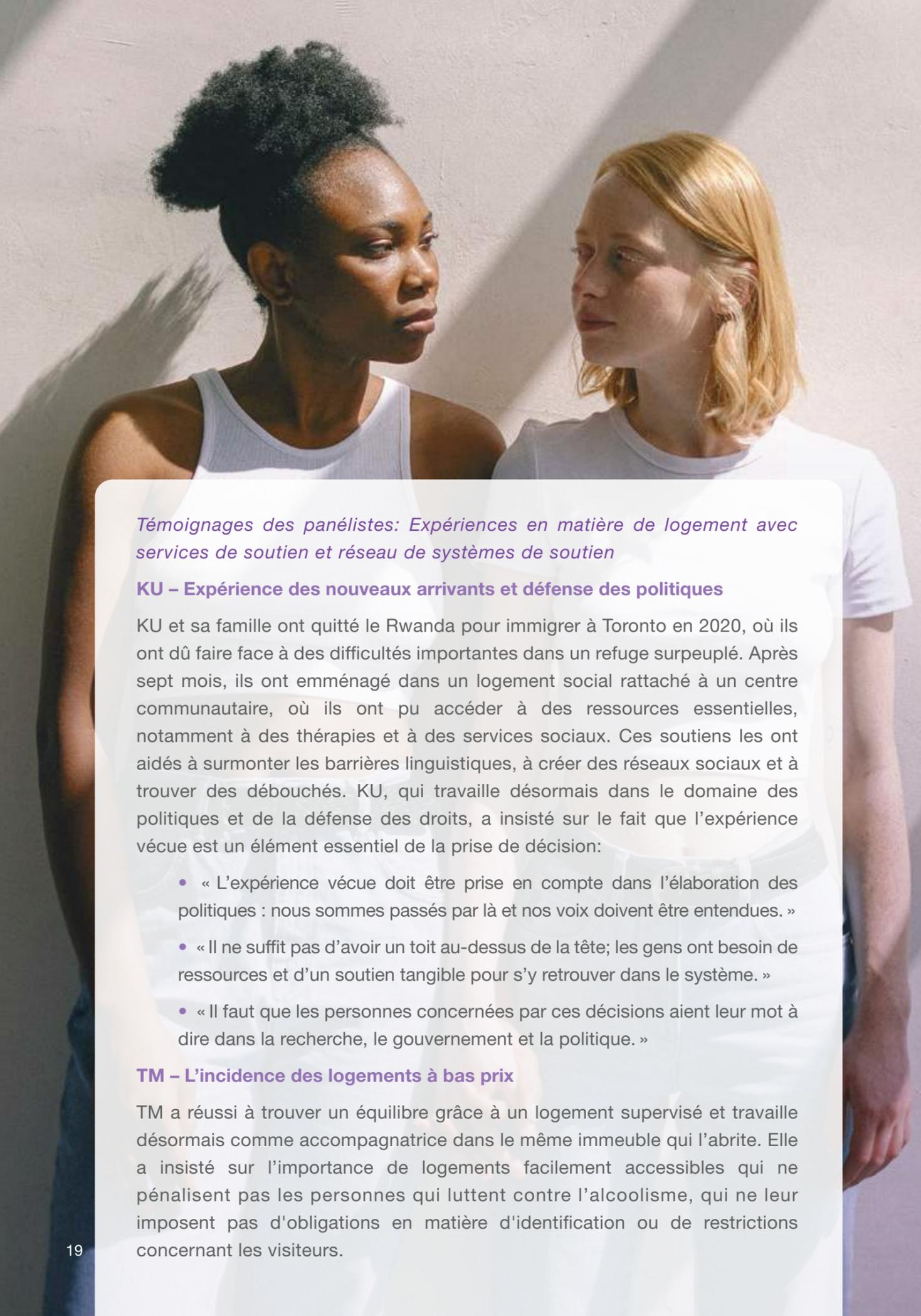
Principales conclusions :

- L'offre de logements était très limitée, avec de longues listes d'attente, ce qui compliquait la recherche d'un hébergement sûr pour les survivantes.
- De nombreuses survivantes ont eu de la difficulté à accéder à un logement indépendant en raison de l'instabilité financière exacerbée par la pandémie.
- Les systèmes de services sociaux et de logement reproduisaient souvent la dynamique de pouvoir de la maltraitance, obligeant les survivantes à raconter à plusieurs reprises des expériences traumatisantes pour pouvoir bénéficier d'un soutien.
- Le fait de rejeter la faute sur les victimes et les retards systémiques ont souvent contraint les survivantes à rester dans des situations dangereuses jusqu'à ce que leur situation soit jugée « suffisamment grave » pour justifier une intervention.
- L'équipe de recherche a insisté sur le besoin urgent de mettre en place des aides au logement préventives, plutôt que de se reposer uniquement sur des interventions réactives une fois que les survivantes sont déjà dans une situation de crise.

Panel sur l'expérience vécue – Modéré par Lori Deets, membre du comité consultatif de Parlons femmes et logement

Le panel sur l'expérience vécue, qui s'est tenu le premier jour du symposium Parlons femmes et logement, a fourni des enseignements précieux sur les réalités de l'itinérance, du logement accompagné et des obstacles systémiques auxquels se heurtent les communautés marginalisées au Canada. Animé par Lori Deets, le panel a permis aux intervenantes de parler de leurs expériences personnelles, en soulignant l'importance de l'expérience vécue dans l'élaboration des politiques, la nécessité de systèmes de soutien complets et le rôle du logement dans la stabilité et la dignité.





Témoignages des panélistes: Expériences en matière de logement avec services de soutien et réseau de systèmes de soutien

KU – Expérience des nouveaux arrivants et défense des politiques

KU et sa famille ont quitté le Rwanda pour immigrer à Toronto en 2020, où ils ont dû faire face à des difficultés importantes dans un refuge surpeuplé. Après sept mois, ils ont emménagé dans un logement social rattaché à un centre communautaire, où ils ont pu accéder à des ressources essentielles, notamment à des thérapies et à des services sociaux. Ces soutiens les ont aidés à surmonter les barrières linguistiques, à créer des réseaux sociaux et à trouver des débouchés. KU, qui travaille désormais dans le domaine des politiques et de la défense des droits, a insisté sur le fait que l'expérience vécue est un élément essentiel de la prise de décision:

- « L'expérience vécue doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques : nous sommes passés par là et nos voix doivent être entendues. »
- « Il ne suffit pas d'avoir un toit au-dessus de la tête; les gens ont besoin de ressources et d'un soutien tangible pour s'y retrouver dans le système. »
- « Il faut que les personnes concernées par ces décisions aient leur mot à dire dans la recherche, le gouvernement et la politique. »

TM – L'incidence des logements à bas prix

TM a réussi à trouver un équilibre grâce à un logement supervisé et travaille désormais comme accompagnatrice dans le même immeuble qui l'abrite. Elle a insisté sur l'importance de logements facilement accessibles qui ne pénalisent pas les personnes qui luttent contre l'alcoolisme, qui ne leur imposent pas d'obligations en matière d'identification ou de restrictions concernant les visiteurs.

- « Beaucoup de gens pensent qu'il faut un abri, mais il faut avoir accès à des ressources pour se remettre sur pied. »
- « L'itinérance isole. Être traitée comme une personne, et non comme un problème, m'a donné envie de m'aider moi-même et d'aider les autres. »
- « La stabilité, la dignité et une réelle chance de se reconstruire, voilà ce qui permet aux gens de quitter la rue pour de bon. »

CR – Défis liés au logement des personnes bispirituelles et LGBTQ+

CR a grandi dans une petite réserve dirigée par des matriarches fortes et a poursuivi des études supérieures, tout en étant victime de violence en tant que personne bispirituelle. Personne déplacée à plusieurs reprises en raison de violences et de discriminations, CR travaille aujourd'hui dans le domaine du conseil et milite en faveur de politiques de logement inclusives:

- « Les personnes LGBTQ+ doivent pouvoir bénéficier d'espaces sûrs. Nous sommes persécutés et nous souffrons. »
- « J'ai grandi dans une famille où les valeurs d'intégration et le respect de tous les genres étaient sacrés. Il nous faut des politiques qui reflètent ce besoin. »

CS – Identité autochtone et lutte pour le logement

CS, une femme crie des Prairies et survivante de la rafle des années soixante, a connu plusieurs systèmes de logement au Canada. Malgré ses efforts, elle n'a toujours pas de logement permanent.

- « Aucun enfant après moi ne sera plus jamais perdu. Mes enfants et mon peuple sont tout pour moi. »
- « Ce qui compte, c'est que les gens se sentent bien en votre présence, pas la richesse ou les biens matériels. »
- « Je vis dans un appartement en sous-sol avec mon fils. J'ai de la chance d'avoir un endroit où dormir, mais je n'ai ni intimité ni espace. »

HF – Le logement vu sous l'angle du handicap

HF a eu du mal à trouver un logement permanent, accessible et abordable, ayant vécu dans 37 endroits différents en 35 ans. HF vit actuellement dans une maison en rangée à loyer abordable, mais le bâtiment sera démoli dans cinq ans, ce qui forcera HF à déménager à nouveau.

- « J'ai goûté à la stabilité, à la vie dans un espace vert, et je ne veux pas retourner en appartement. »
- « La priorité au logement, ça marche. De nombreux pays européens l'ont prouvé. Je ne sais pas pourquoi nous ne l'avons pas fait ici. »

Discussion de suivi

KU sur les conditions des refuges

- « Les règles strictes dans les refuges donnaient l'impression d'être en prison. Si une personne manque un repas ou le couvre-feu, elle est pénalisée. Ce n'est pas une façon de vivre. »
- « On sait pourquoi les gens sont sans abri, mais rien n'est fait. »
- « Quand entendront-ils nos voix et changeront-ils quelque chose ? »

TM sur la force et la résilience

- « Ça fait 30 ans que j'essaie de sortir de la drogue. Dès que j'ai obtenu un logement supervisé, tout a changé. »
- « Les problèmes de santé mentale et de dépendance sont héréditaires. Sans logement supervisé, je ne serais pas qui je suis aujourd'hui. »

CR sur le logement en tant que droit de la personne

- « Seules les personnes qui étudient la question gagnent de l'argent. Je continue de raconter mon histoire pour que d'autres puissent l'étudier, mais où est l'action? »

CS sur la maternité et le logement des Autochtones

- « J'ai toujours été victime de mon identité : racisée, mère, mère célibataire, sans-abri, militante, sobre, survivante de la rafle des années 60, handicapée. »
- « Si l'on vous retire un privilège, vous verrez comment les autres s'en sortent. Vous devez vous adapter et emmener les autres avec vous. »

HF sur les soutiens pour la stabilité du logement

- « Je n'avais pas de logement supervisé en communauté, mais j'étais tout de même entouré d'une communauté forte. J'ai tendu la main, et c'est ce qui m'a permis de garder mon logement. »
- « L'isolement tue : restez liés à un réseau de soutien, qu'il s'agisse d'amis, de soignants ou de thérapeutes. »

Messages aux décideurs politiques et aux militants

Les panélistes ont fait part de leurs dernières réflexions sur ce qui doit changer:

- **KU:** « Inclure l'expérience vécue dans la prise de décision à tous les niveaux de gouvernement. Mettre fin à la stigmatisation. »
- **TM :** « Les politiques ne sont que des mots sur un papier jusqu'à ce qu'on les concrétise. »

- **CR:** « Vous pouvez rédiger des politiques, mais vous devez les appliquer. »
- **CS:** « Lors de rassemblements comme celui-ci, trouvez quelqu'un qui a échoué face au système. Demandez-lui pourquoi. Créez des solutions qui ne soient pas limitées par les systèmes coloniaux. » »
- **HF:** « La priorité au logement, ça marche. C'est un concept qui a fait ses preuves, mais le Canada ne l'a pas encore pleinement adopté. »

Le panel a insisté sur l'importance d'intégrer l'expérience vécue dans la politique du logement et la prestation de services. Les thèmes récurrents ont été les logements supervisés, l'accès facilité aux ressources et les solutions communautaires. Les panélistes ont appelé à des changements systémiques qui donnent la priorité à la dignité, à la stabilité et à l'autodétermination, exhortant les décideurs politiques à prendre des mesures concrètes au-delà du dialogue.

Les idées exprimées par les panélistes constituent une base essentielle pour élaborer des politiques qui reflètent les réalités des personnes directement touchées par l'itinérance, la précarité du logement et la discrimination systémique. Comme l'a si bien dit CR, « Nous continuons à raconter nos histoires, maintenant il est temps d'agir ».

Commission d'examen Neha: Présentation et préparation de la discussion du deuxième jour

Stefania Seccia et Khulud Baig, RNFLI

Afin de préparer les personnes présentes au dialogue avec les membres de la commission d'examen du Groupe d'examen des droits de la personne sur le genre et le logement, Stefania Seccia et Khulud Baig, membres du personnel du Réseau national des femmes pour le logement et l'itinérance, ont organisé une séance préparatoire.

L'objectif de cette séance était de fournir à toutes les personnes présentes les connaissances

et les renseignements nécessaires pour pouvoir échanger avec les membres de la commission d'examen le deuxième jour du symposium. Dans le cadre de l'atelier, Mme Seccia a présenté la prochaine commission d'examen Neha, son origine et son contexte, ouvrant ainsi la voie à un échange approfondi et constructif sur la justice en matière de logement. Pamela Glode Desrochers, membre du panel Neha, a évoqué l'utilité des récits de vie, incitant les personnes présentes à parler de leurs expériences avec authenticité, sans craindre d'être jugées ou mal perçues.

Sylvia Maracle, membre du panel Neha, a partagé de profondes réflexions sur la signification de Neha, en insistant sur les racines et les traditions autochtones du mot et sur la nécessité d'un changement systémique dans les politiques de logement:

- **Neha en tant que concept:** Neha est un mot kanien'kéha-mohawk qui signifie « nos manières ». Il décrit un mode de vie ouvert, paisible, solidaire et apaisant. Considéré comme un cercle en constante expansion, Neha sera un espace où les gens pourront faire part de leurs expériences et travailler ensemble à la recherche de solutions.

- o « Dans le langage courant, Neha signifie nos affaires. Il s'agit en fait du mode de vie naturel des gens, de la façon dont nous avons été élevés. Pourquoi nous sommes matrilineaires. Pourquoi nos clans tiennent de notre mère et non de notre père. Le patriarcat n'était pas nécessaire. Les chefs de clan de notre nation déterminaient si notre Neha était en danger - et elles portaient les premiers... Nous sommes partis, et nous avons été surpris lorsque les Européens sont venus leur demander : « Où sont vos femmes? Vous ne devriez pas être ici à prendre des décisions par vous-mêmes... Nous voulons mettre fin à la notion masculine selon laquelle le logement leur appartient en quelque sorte. » – *Sylvia Maracle*

- **Rejeter la réplique systémique:** Mme Maracle a indiqué que les systèmes existants perpétuent souvent les mêmes échecs et qu'un véritable changement nécessite de rompre avec les modèles du passé.

- **Redéfinir les refuges et le logement:** Elle a remis en question les définitions courantes du logement et du refuge, critiquant les modèles de logement de transition qui imposent des délais restrictifs et ne fournissent pas de véritable sécurité.

- **Autonomiser les femmes et les leaders bispirituelles:** Mme Maracle a prôné une approche collective qui exploite le pouvoir des femmes et des personnes bispirituelles, en soulignant que le changement doit venir de celles qui sont directement concernées.



Thèmes clés et idées des personnes présentes

Les animatrices ont invité les personnes présentes à présenter leur vision d'un logement sûr et abordable. L'objectif était d'utiliser les contributions des personnes présentes pour générer des thèmes pour le dialogue oral de la deuxième journée avec les panélistes de la commission d'examen des droits de la personne Neha. Les personnes présentes ont exposé leurs points de vue sur les principaux défis et enjeux qui les touchent, elles et leurs communautés:

1. Les conséquences à long terme de l'itinérance

- Les personnes présentes ont témoigné de leur expérience personnelle de l'instabilité du logement et de ses conséquences psychologiques, émotionnelles et financières durables.
- L'une d'entre elles a évoqué le traumatisme de l'itinérance : « J'ai un trouble alimentaire à cause de l'itinérance. Je souffre d'anxiété à cause de l'itinérance. Je ne peux pas investir mon argent parce que j'ai trop peur d'en perdre l'accès. »
- La discussion a porté sur l'adoption de politiques de logement qui prennent en compte les traumatismes profonds et les soignent, plutôt que de se contenter d'offrir des solutions temporaires.

2. Durabilité des solutions de logement

- Les personnes présentes ont fortement insisté sur le besoin de logements durables, avec jardins et autres solutions d'autosuffisance.
- Elles se sont demandé si les modèles de logement actuels favorisent une véritable indépendance ou ne constituent qu'un soulagement à court terme.

3. Obstacles à l'accès au logement

- De nombreux programmes de logement exigent que les personnes répondent à des critères stricts, comme suivre des programmes de désintoxication avant d'accéder à un logement sûr.
- Les personnes présentes ont contesté ces politiques, faisant valoir que ces dernières ignoraient les réalités des survivantes de traumatismes et de violences conjugales.

4. Disparités dans le soutien au logement en fonction des besoins

- Certaines ont exprimé des préoccupations concernant les déséquilibres de financement: « En Nouvelle-Écosse, il y a tellement d'argent pour les personnes dont les besoins sont moindres, mais nous ne pouvons pas aider celles qui auront des besoins plus importants dans 10 à 15 ans. »

- La discussion a révélé qu'il faut mettre en place des stratégies de logement proactives plutôt que réactives.

5. Solutions de logement dirigées par les Autochtones

- Les personnes présentes ont soutenu que les Autochtones devaient être impliqués dans la conception et la gestion des programmes de logement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des réserves.
- Les défis auxquels se heurtent les communautés autochtones dans les zones rurales ont été mis en évidence, notamment le manque d'infrastructures et de systèmes de soutien pour celles qui vivent dans des conditions précaires ou dangereuses.

6. Répondre aux besoins liés au logement en milieu rural

- L'absence de soutien aux sans-abri en milieu rural a été une préoccupation récurrente : « Les sans-abri vivent dans des caravanes en mauvais état, à l'extérieur, sans infrastructure, sans eau ni chauffage. Les femmes et les personnes âgées de ces communautés ne se sentent pas en sécurité. »
- Les personnes présentes ont demandé une plus grande responsabilisation et un soutien accru aux initiatives de logements en milieu rural.

7. Inclusion des dirigeants autochtones dans les discussions politiques

- Une participante a déclaré : « Si vous voulez changer les choses, vous devez réunir tout le monde autour de la table. Davantage de gouvernements autochtones doivent être inclus dans ces conversations. »
- La discussion a réaffirmé l'importance de l'autodétermination des Autochtones dans les politiques de logement.

8. Collecte et recherche éthiques de données

- Les personnes présentes ont remis en question la manière dont les données sont collectées et utilisées dans l'élaboration des politiques.
- L'une d'entre elles a dénoncé l'exploitation des expériences vécues : « Vous offrez à quelqu'un une carte Tim Horton's d'une valeur de 5 \$ pour qu'elle raconte son histoire, mais elle restera sans domicile au cours des dix prochaines années. »
- Lors de cette séance, on a préconisé un changement dans l'approche éthique de la recherche, privilégiant l'intervention plutôt que le récit des traumatismes.



Cet atelier a offert une plateforme puissante aux femmes autochtones, aux personnes bispirituelles et à d'autres voix sous-représentées pour façonner le débat sur le logement. Il a servi de base au dialogue oral thématique de la deuxième journée du symposium Parlons femmes et logement. Se fondant sur les contributions des personnes présentes dans divers domaines, Mme Seccia et Mme Baig ont dégagé les thèmes suivants pour orienter la discussion de la deuxième journée du symposium Parlons femmes et logement:

- 1) Rétablissement des droits fonciers et solutions adaptées à la culture par et pour la communauté
- 2) Répercussions intergénérationnelles du logement et création de logements pour une prospérité intergénérationnelle
- 3) Institutionnalisation et criminalisation
- 4) Approches axées sur la personne
- 5) Responsabilité des prestataires de services et des personnes en position d'autorité
- 6) Défis imposés par les divisions juridictionnelles et importance d'inclure les dirigeantes et les gouvernements autochtones
- 7) Logement durable et solutions de logement holistiques pour les générations futures
- 8) Expérience vécue de l'engagement dans les droits de la personne

Cérémonie de clôture - Jour 1

Le premier jour du symposium Parlons femmes et logement terminé, l'Aînée Marie McGregor Pitawanakwat a prononcé des prières de clôture en anishinaabemowin et en anglais. La prière de l'Aînée Marie était axée sur le bien-être des personnes présentes à l'issue d'une journée de travail intense. Les gardiennes du savoir Pamela Spurvey et Tracey McKinnon ont chanté, joué du tambour et fait des cérémonies de purification pour toutes les personnes présentes.



**COMPTE RENDU DE
LA DEUXIÈME JOURNÉE**

Cérémonie d'ouverture

Le premier jour du symposium Parlons femmes et logement, l'Aînée Marie McGregor Pitawanakwat a prononcé des prières d'ouverture en anishinaabemowin et en anglais. La prière de l'Aînée Marie était axée sur la force qui nous est accordée alors que nous travaillons ensemble au cours de la journée. Les gardiennes du savoir Pamela Spurvey et Tracey McKinnon ont chanté, joué du tambour et dispensé des enseignements autour du chant des guerrières. Enfin, elles ont procédé à une purification pour toutes les personnes présentes.

Discussion avec les membres de la commission d'examen des droits de la personne Neha

La discussion du groupe d'examen des droits de la personne Neha, organisé lors de la deuxième journée du symposium Parlons femmes et logement, a offert un espace de dialogue essentiel, en donnant la parole aux personnes les plus touchées par les injustices en matière de logement. Il s'agissait moins d'une audience formelle que d'une conversation, au cours de laquelle les personnes présentes ont pu parler de leurs expériences, sans contrainte. Les discussions ont porté sur l'autodétermination, l'élimination des obstacles systémiques et le pouvoir des récits pour façonner le changement.

Allocution d'ouverture des membres de la commission d'examen

Sylvia Maracle and Pam Golde Desrochers

Sylvia Maracle: Réaffirmer notre pouvoir et définir nos propres priorités

Sylvia Maracle, membre de la commission d'examen, a donné le ton à la discussion en soulignant l'importance de l'autodétermination et de la libération des systèmes imposés:

- **Reconnaître notre expertise:**

« Beaucoup d'entre vous n'ont jamais eu la possibilité de définir leurs priorités et la manière dont elles peuvent être satisfaites. Ce rapport est le récit de nos propres histoires : nous sommes les experts de nos propres vies. »

- Cette déclaration a révélé que les solutions communautaires sont préférables aux politiques imposées de haut en bas qui ne reflètent pas les réalités vécues.

- **Passer des auditions aux conversations:**

« Nous voulions nous assurer que l'examen du groupe d'experts ne soit pas une série d'auditions, mais plutôt une série de conversations. »

- Le groupe d'experts a rejeté le modèle traditionnel d'examen bureaucratique, en mettant l'accent sur l'établissement de relations et un dialogue constructif comme base du changement.

- **Se libérer des contraintes systémiques:**

« Le système nous forme au conformisme. Nous élaborons des propositions en fonction de ce qu'ils souhaitent. Nous devons sortir de ce cadre. Nous pouvons nous affranchir du système tel qu'il est actuellement. »

- Mme Maracle a appelé à un changement fondamental dans la manière d'aborder le financement, les politiques et le travail de plaidoyer, exhortant les communautés à rejeter les cadres restrictifs et à définir leurs propres priorités.

- **Honorer le rôle des personnes bispirituelles, trans et de diverses identités de genre (2ELTGD):**

« Les personnes 2ELTGD de notre communauté n'ont jamais eu la chance d'être elles mêmes. Nous devons trouver les moyens de faire évoluer le système. »

- Le panel a rappelé qu'il fallait créer des solutions de logement inclusives et valorisantes qui tiennent compte des obstacles particuliers auxquels font face les personnes 2ELTGD.

- **Intégrer l'esprit et le cœur dans le mouvement pour le changement:**

« Soyez libres, exprimez vos besoins. Ce n'est pas à vous de vous assurer que les gens comprennent. Ne nous contentons pas de réfléchir à un sujet, impliquons nous avec émotion. L'esprit et le cœur doivent être en harmonie. »

- Mme Maracle a invité les personnes présentes à faire appel à la fois à leur intellect et à leurs émotions, en soulignant que la véritable transformation nécessite un lien profond et personnel avec les questions en jeu.

- **Léguer un héritage aux générations futures:**

« Tout ce que nous vous demandons, c'est d'être reconnaissant de cette occasion, de toutes les idées qui vous viendront à l'esprit, et vous tracerez le chemin pour la nouvelle génération que vous élevez. Et il y aura un temps où la paix régnera entre nous. »

- Cette réflexion a souligné les répercussions à long terme des conversations qui ont lieu, en positionnant le travail d'aujourd'hui comme étant fondamental pour les générations futures.

Pamela Glode Desrochers : Mettre en avant les voix ignorées et valoriser les récits

Pamela Glode Desrochers a souligné l'importance d'amplifier les voix qui ont été historiquement réduites au silence:

- **Une plateforme pour celles qui sont ignorées :**

« Il s'agit de donner la parole aux membres de notre communauté qui sont toujours ignorées et toujours négligées. »

- Le panel était un espace où les personnes exclues des processus décisionnels pouvaient enfin se faire entendre.

- **Appropriation et protection des récits personnels:**

« Il s'agit de votre voix - chacune d'entre vous a sa propre histoire. Je ne veux pas que vous ayez à revivre votre traumatisme. »

- Les personnes présentes ont évoqué les préjudices souvent causés par le fait de devoir raconter les expériences traumatisantes à plusieurs reprises et qu'elles doivent pouvoir s'exprimer en toute liberté.

- **Remettre en question des siècles de silence:**

« On nous a toutes dit et redit : Je souhaite que vous ayez la possibilité de faire entendre votre voix. »

- Mme Desrochers a encouragé les personnes présentes à dépasser les récusations historiques et à faire valoir leur droit d'être entendues.

- **Donner les moyens de raconter des histoires authentiques:**

« Ne craignez pas les conséquences, car c'est votre histoire et vous avez le droit de la raconter comme vous le souhaitez. »

- Cette affirmation a renforcé l'autorité des récits personnels, en garantissant que les histoires ne sont pas façonnées par des attentes extérieures ou des systèmes de pouvoir.



Discussions thématiques

À partir des thèmes choisis lors de l'atelier sur la discussion du premier jour, les personnes présentes ont été invitées à se regrouper autour du thème qu'elles souhaitent aborder pendant la discussion. Elles ont eu l'occasion de travailler en petits groupes par thème pour préparer des comptes rendus à l'intention de la commission d'examen, en s'appuyant sur les questions suivantes.

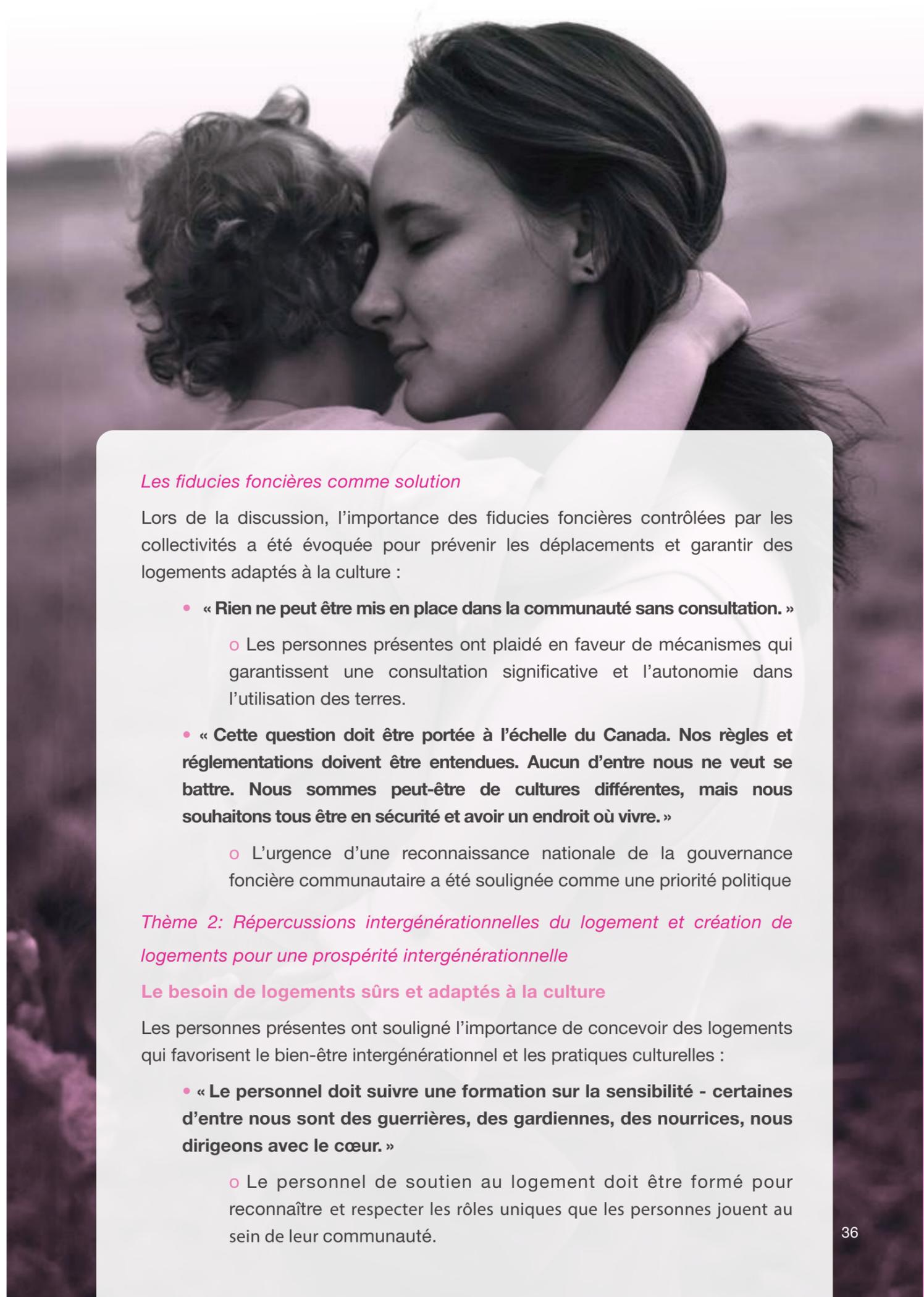
Une fois les discussions en petits groupes achevées, tous les domaines thématiques ont été réunis autour d'un grand cercle de partage avec les membres de la commission d'examen. Les personnes présentes ont parlé de leurs expériences, de leurs préoccupations et des solutions qu'elles ont trouvées, en mettant l'accent sur des approches du logement axées sur la communauté et adaptées à la culture.

Thème 1: Reprise des terres – Des solutions adaptées à la culture par et pour la communauté

La récupération des terres comme voie vers la justice en matière de logement

Les personnes autochtones ont indiqué que la lutte permanente pour les droits fonciers est essentielle pour lutter contre l'insécurité du logement:

- **« Pourquoi nous battons-nous pour des terres volées qui nous ont été enlevées? »**
 - La dépossession des terres autochtones a été citée comme l'une des causes profondes des inégalités en matière de logement.
- **« Nos terres nous ont été enlevées. Nos terres sont notre richesse. Sans terre, il n'y a pas de richesse. C'est ce qui maintient les gens dans la pauvreté. »**
 - Sans accès à la terre, les communautés restent économiquement marginalisées et incapables de se construire un avenir durable.
- **« Les solutions communautaires et les moyens adaptés à la culture sont la voie à suivre. Les personnes au pouvoir ne veulent pas que les communautés aient du pouvoir. Le droit [colonial] préserve la culture et la richesse générationnelle. L'embourgeoisement entraîne le déplacement des populations défavorisées. »**
 - Les cadres juridiques et politiques coloniaux ont historiquement privilégié l'accumulation de richesses, au détriment des communautés vulnérables déplacées.



Les fiducies foncières comme solution

Lors de la discussion, l'importance des fiducies foncières contrôlées par les collectivités a été évoquée pour prévenir les déplacements et garantir des logements adaptés à la culture :

- **« Rien ne peut être mis en place dans la communauté sans consultation. »**
 - Les personnes présentes ont plaidé en faveur de mécanismes qui garantissent une consultation significative et l'autonomie dans l'utilisation des terres.
- **« Cette question doit être portée à l'échelle du Canada. Nos règles et réglementations doivent être entendues. Aucun d'entre nous ne veut se battre. Nous sommes peut-être de cultures différentes, mais nous souhaitons tous être en sécurité et avoir un endroit où vivre. »**
 - L'urgence d'une reconnaissance nationale de la gouvernance foncière communautaire a été soulignée comme une priorité politique

Thème 2: Répercussions intergénérationnelles du logement et création de logements pour une prospérité intergénérationnelle

Le besoin de logements sûrs et adaptés à la culture

Les personnes présentes ont souligné l'importance de concevoir des logements qui favorisent le bien-être intergénérationnel et les pratiques culturelles :

- **« Le personnel doit suivre une formation sur la sensibilité - certaines d'entre nous sont des guerrières, des gardiennes, des nourrices, nous dirigeons avec le cœur. »**
 - Le personnel de soutien au logement doit être formé pour reconnaître et respecter les rôles uniques que les personnes jouent au sein de leur communauté.

- « **Il nous faut d'autres espaces de santé, des lieux pour les remèdes sacrés, où nous pouvons prendre soin de notre corps, des espaces de travail pour nous ancrer afin de pouvoir digérer ces horribles absurdités.** »

- On a souligné l'importance d'intégrer des espaces de guérison traditionnels dans les lotissements.

- « **Un espace de guérison et un foyer entretenus. Certains souhaiteront avoir un feu allumé 24 heures sur 24, d'autres ne le jugeront pas nécessaire.** »

- Les logements devraient permettre diverses pratiques culturelles, y compris des espaces sacrés.

Repenser la sécurité et les structures des logements

Les personnes présentes ont rejeté les définitions universelles de la famille et de la sécurité :

- « **C'est à la personne de définir la sécurité.** »

- Une approche universelle de la sécurité ne répond pas aux besoins de toutes les collectivités.

- « **C'est le ménage qui doit définir à quoi ressemble un foyer.** »

- Les fournisseurs de logements devraient reconnaître la diversité des structures familiales plutôt que d'imposer des définitions rigides.

- « **On met beaucoup l'accent sur les maisons, mais les maisons ne sont pas conçues par la collectivité. Dans les parcs à roulotte, le sentiment de communauté est plus fort et la sécurité est meilleure. Les gens ont besoin les uns des autres.**

Quand on place des gens seuls dans une maison, des problèmes peuvent survenir.

- La discussion a révélé l'importance de logements orientés vers la collectivité plutôt que de logements isolés.

Obstacles au logement et nécessité d'une approche de réduction des méfaits

Les personnes présentes ont parlé de leurs expériences personnelles en matière d'obstacles à l'accès au logement et ont souligné l'importance de services facilement accessibles et tenant compte des traumatismes :



- « **Il y a tellement d'obstacles à franchir pour les personnes qui ont reçu tant de refus qu'elles ne croient plus en leur admissibilité.** »

- Les personnes ayant des besoins complexes, notamment les survivantes de traumatismes et les mères célibataires, se retrouvent souvent sans soutien.

- « **On m'a dit que je devais être sobre avant de pouvoir bénéficier d'un endroit sûr où échapper à mon agresseur. Mais je ne peux pas me permettre de faire garder mes enfants quand la garderie coûte 900 \$ par mois.** »

- Les politiques de logement doivent éliminer les conditions impossibles qui maintiennent les gens prisonniers de cycles de violence et de pauvreté.

- « **Il faut adopter une approche de réduction des méfaits pour répondre aux besoins des gens. Nous devons les aider là où elles en sont à ce moment-là et leur demander « quelle est votre priorité en ce moment ? »**

- Une approche axée sur la personne devrait supprimer les critères d'admissibilité rigides qui ne tiennent pas compte de la situation de chaque personne.

Reconstruire les collectivités grâce à des modèles de logement avec services de soutien

Les personnes présentes ont proposé d'autres modèles, axés sur les collectivités, pour répondre aux besoins en matière de logement :

- « **De véritables services facilement accessibles. Comme des espaces de vie de type complexe avec des enseignants, des thérapeutes, des services de garde d'enfants, des espaces de guérison, qui mettent en valeur les besoins et les compétences des personnes au sein de la collectivité.** »

- Le logement doit intégrer des structures de soutien pour assurer une stabilité à long terme.

- « **Revenons au système de troc : nous nous sommes éloignés de la notion de « village ». C'est à cela que ressemblent les logements accompagnés : dignité, sûreté, sécurité.** »

- La revitalisation des systèmes communautaires traditionnels a été proposée comme moyen de favoriser l'entraide et l'autosuffisance.

- « **Le logement et les services doivent respecter la culture et la diversité.** »

- Les décisions politiques doivent être éclairées par des expériences vécues et intégrer diverses perspectives culturelles.

Thème 3 : Institutionnalisation et criminalisation

La criminalisation de l'itinérance et de la pauvreté

La discussion a porté sur la manière dont la criminalisation perpétue les obstacles systémiques au logement et au bien-être :

- « **Le placement forcé est une violation des droits de la personne, mais comment pouvons-nous apporter notre soutien en temps de crise?** »
 - La conversation a porté sur l'équilibre entre l'autonomie et le soutien nécessaire.
- « **Le système et les institutions de justice pénale coûtent très cher. L'aspect financier pousse au changement. C'est un argument que nous devons exploiter davantage.** »
 - Les personnes présentes ont suggéré d'invoquer des arguments économiques pour favoriser l'investissement dans le logement plutôt que dans l'incarcération.
- « **Une fois que les besoins en matière de logement seront satisfaits, la pression sur le système pénal sera moindre.** »
 - La lutte contre l'insécurité du logement a été définie comme une stratégie clé pour réduire la criminalité.

Rompre le cycle : le logement comme stratégie de réforme de la justice

Les personnes présentes ont appelé à une action politique audacieuse pour réaffecter les ressources destinées aux systèmes punitifs et les consacrer au logement à la place :

- « **Pour construire des logements, il faut une volonté politique, reconnaître les problèmes du système de justice pénale et y apporter des changements.** »
 - La discussion a insisté sur le besoin d'une réforme législative et politique qui donnerait la priorité au logement.
- « **Si vous criminalisez quelqu'un, vous l'empêchez simplement d'avancer.** »
 - Les casiers judiciaires entravent durablement l'accès au logement et à l'emploi.



- « Il s'agit en fin de compte de construire les logements dont les Canadiens ont besoin. »

- La discussion s'est conclue par un appel à investir directement dans des solutions de logement plutôt que dans des stratégies répressives.

Thème 4 : Approches axées sur les personnes

Ce sont les solutions de logement axées sur les réalités de vie, les forces et les connaissances culturelles des personnes qui ont dominé les débats, au détriment des mandats gouvernementaux rigides.

Remettre en question les modèles de service traditionnels

Les personnes présentes ont évoqué les effets néfastes des plans d'intervention qui imposent des objectifs irréalistes :

- « Accompagner les personnes là où elles en sont, sans plan d'intervention. »
 - De nombreux programmes gouvernementaux condamnent les gens à l'échec en les obligeant à obtenir un logement avec un soutien financier inadéquat (par exemple, en ne recevant que 325 \$ par mois).

Honorer les connaissances et les forces traditionnelles

L'importance de la réappropriation des savoirs des Autochtones et des collectivités revenait souvent :

- « Nous nous sommes battus pour que le savoir soit transmis et préservé de génération en génération. »
 - L'apprentissage des Aînés, les récits et les cérémonies étaient considérés comme essentiels pour renouer avec les connaissances ancestrales et la résilience.
 - « Privilégier les points forts plutôt que les points faibles. »
 - Les systèmes se concentrent souvent sur les lacunes des personnes au lieu de reconnaître leurs points forts.

Briser les silos de services

De nombreuses personnes présentes ont évoqué la fragmentation des services d'assistance :

- « Nous travaillons dans ces systèmes cloisonnés. Vous devez sans cesse raconter la même histoire. »
 - La résurgence des traumatismes peut être atténuée en améliorant la coordination entre les différents secteurs de services.

Rompre le cycle de la pauvreté et du manque de lien social

Les personnes présentes ont raconté leurs expériences personnelles en matière d'obstacles systémiques :

- « Je n'aurais pas dû avoir à choisir entre un emploi et l'éducation de mes enfants. »
 - L'absence de structures de soutien familial peut nuire aux relations entre parents et enfants.
- « Mes parents n'ont pas reçu de formation dans le domaine financier, donc je n'ai jamais appris. »
 - Certaines personnes présentes s'efforcent de briser les cycles intergénérationnels en enseignant à leurs enfants des compétences financières qui leur permettront de trouver un logement stable.

Thème 5 : Responsabilité des prestataires de services et des personnes en position d'autorité

Durant la discussion, les personnes présentes se sont accordées sur un point : il est nécessaire de renforcer la surveillance des services de logement et de soutien afin de prévenir les préjudices et de garantir une prestation équitable des services.

Garantir la responsabilité dans l'ensemble du secteur

Les personnes présentes ont exprimé le besoin de mettre en place des mécanismes normalisés et applicables pour responsabiliser les fournisseurs de services :

- « À partir de quel moment faisons-nous plus de mal que de bien? »
 - Sans une responsabilisation bien définie, les services d'assistance peuvent parfois devenir des obstacles.



Renforcement des protections en matière de logement

Les politiques actuelles en matière de logement privent de nombreuses personnes vulnérables de protection juridique, notamment concernant la protection des locataires :

- « **Les lois sur la location au Nouveau-Brunswick ne couvrent pas les coopératives ou les logements avec services de soutien.** »
 - Ce fossé touche de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables.

Prévenir les préjudices dans le secteur à but non lucratif

Des préoccupations ont été émises au sujet de pratiques contraires à l'éthique dans les services de logement et de soutien :

- « **Certaines personnes se lancent dans ce travail pour profiter des populations vulnérables.** »
 - Il faut renforcer les garanties pour s'assurer que les fournisseurs de services agissent de manière éthique et répondent aux préoccupations des collectivités.
Créer des mécanismes de plainte bien définis
- « **Il devrait y avoir moyen de signaler facilement les situations où les services ne répondent pas aux besoins des gens.** »
 - La mise en place de structures de signalement transparentes et efficaces a été jugée comme une prochaine étape essentielle.

Thème 6: Défis imposés par les divisions juridictionnelles et importance d'inclure le leadership autochtone

La conversation a porté sur l'intersection de la justice en matière de logement, de la souveraineté autochtone et des répercussions des obstacles liés aux compétences.

Colonisation non réglementée des terres autochtones

Certaines collectivités autochtones constatent un afflux de populations non autochtones en situation d'itinérance qui s'installent sur leurs terres :

- « **Les personnes blanches en situation d'itinérance apportent des caravanes, des tentes, etc. en mauvais état pour squatter des réserves à Vernon, en Colombie Britannique.** »
 - Cette situation exerce une pression supplémentaire sur les collectivités autochtones qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour fournir des services adéquats.



Responsabilité en matière de normes de logement et d'utilisation des fonds

Les personnes présentes ont souligné le besoin de normes plus strictes en matière de construction et de logement:

- « **Treize personnes pour une seule salle de bains, ce n'est pas une maison.** »
 - La surpopulation est un problème généralisé, exacerbé par la mauvaise qualité de la construction des logements.
- « **Nous devons demander des comptes aux entreprises de construction pour nous assurer que les fonds servent à construire des logements durables à long terme.** »
 - Des appels ont été lancés en faveur de normes de construction plus strictes, adaptées aux besoins des collectivités autochtones.

Le logement, une ressource collective

Les personnes présentes ont discuté de modèles qui s'alignent sur les structures de gouvernance autochtones:

- « **Une maison doit pouvoir s'adapter à la vie d'une famille.** »
 - Au lieu de forcer les familles à déménager fréquemment, les maisons devraient être cédées à de nouvelles familles lorsque les occupants d'origine n'en ont plus besoin.

Reconnaître les genres sacrés dans la politique du logement

- « **La notion de genres sacrés devrait être enseignée dans toutes les collectivités.** »
 - L'inclusion des genres devrait être une composante essentielle des initiatives en matière de logement.

Responsabilité gouvernementale et institutionnelle

- « Les décideurs et les représentants du gouvernement doivent être invités à ces conversations. »
 - Impliquer les principaux décideurs dans ces discussions pourrait faciliter un changement systémique.

Thème 7: Des solutions de logement durables et globales pour les générations futures

La rencontre a permis d'explorer le besoin urgent de modèles de logement durables sur le plan environnemental et axés sur les collectivités.

Changement climatique et résilience des logements

Les personnes présentes ont souligné à quel point le changement climatique frappait de manière disproportionnée les personnes en situation de précarité du logement :

- « Les vagues de chaleur et les phénomènes météorologiques extrêmes ont de graves répercussions sur les personnes qui vivent à l'extérieur. »
 - Les solutions de logement doivent être adaptées pour résister aux conditions environnementales changeantes.

Développement durable axé sur les collectivités

Des logements abordables, efficaces et construits localement ont été jugés essentiels :

- « Il n'y a pas de solution universelle en matière de logement : les besoins varient en fonction des régions. »
- « Les personnes qui vivent dans le logement doivent avoir leur mot à dire sur ce que la durabilité représente pour elles. »
 - Parmi les suggestions :
 - Accès à l'eau, à la nourriture et aux ressources à l'échelle locale

- Systèmes de soutien souples qui ne privent pas les gens de services
- Liens sociaux plus forts pour prévenir l'isolement
- Approvisionnement local en matériaux de construction

Lever les obstacles systémiques à l'accès au logement

- « Il y a tellement de logements vides qui sont sous-utilisés. »
 - Les politiques de logement axées sur le marché restreignent l'accès aux logements disponibles.

Thème 8 : Intégration de l'expérience vécue dans les processus relatifs aux droits de la personne et accessibilité

Les politiques en matière de logement doivent être élaborées par les personnes directement touchées par l'insécurité du logement.

Élargir la définition de l'expertise

- « Pouvez-vous décrire un rôle qui ne pourrait pas être rempli par une personne ayant une expérience vécue? »
 - La discussion a remis en question les modèles d'embauche traditionnels qui privilégient l'éducation formelle par rapport à l'expérience vécue.

Lever les obstacles à l'intégration des collectivités

- « C'est un travail collectif. Si nous donnons une chance à quelqu'un, cette personne motivera les personnes qui l'entourent. »
 - Offrir des possibilités aux personnes ayant une expérience vécue peut contribuer à bâtir des collectivités plus fortes et plus inclusives.

Reconnaître les préjugés dans la politique et la consultation en matière de logement

- « Une réunion communautaire a été organisée afin de déterminer si les femmes inuites fuyant la violence pouvaient s'installer dans un quartier particulier. Si ces femmes étaient riches, il aurait été question de crime haineux. »
 - Les personnes présentes ont attiré l'attention sur les pratiques discriminatoires qui excluent les groupes marginalisés d'un logement stable.

Cercle de partage sur les solutions, recommandations et mesures à prendre

Après des discussions thématiques et des comptes rendus de groupe, les panélistes, Mme Maracle et Mme Desrochers, ont invité les personnes présentes à prendre part à une conversation sur les solutions, les pratiques prometteuses, les recommandations et les mesures à prendre. Le cercle de partage a donné aux personnes présentes la possibilité de s'exprimer sur leurs aspirations et leurs visions de l'avenir, ainsi que sur les types d'actions qu'elles aimeraient voir mises en œuvre dans leur collectivité pour transformer le secteur du logement. Les personnes présentes ont abordé de nombreux thèmes et exemples, dont voici un résumé.

Des modèles de logement dirigés par les collectivités qui fonctionnent

Au cours de la discussion, on a présenté des projets réussis qui donnent la priorité aux besoins des collectivités, mais qui font face à des contraintes dues à un financement insuffisant.

Les paires aidantes, un modèle pour briser l'isolement

Les programmes de soutien par les pairs changent la vie en favorisant les liens et en aidant les personnes à accéder aux ressources essentielles :

- « **Nous sortons les gens de l'isolement, nous les formons, nous leur apprenons à gérer leur vie quotidienne, nous leur donnons des vêtements chauds et nous les mettons en contact avec des ressources.** »
 - Les personnes présentes ont évoqué le pouvoir transformateur des initiatives menées par des pairs.
- « **Le seul problème, c'est que nous ne bénéficions d'un financement que pendant quatre heures par semaine.** »
 - De nombreux programmes ne disposent pas d'un financement durable, ce qui prive les personnes concernées de soutien pendant une grande partie de la semaine. Les charges de travail des paires aidantes sont écrasantes, avec parfois plus d'une centaine de clients par paire aidante.

Réaffectation des espaces inutilisés pour le logement

Les personnes présentes ont donné des exemples de solutions innovantes en matière de logement :

- **Northern Pines à North Bay :**
 - Transformation d'un bâtiment inutilisé en programme de logement en trois parties (refuge, logement de transition et logements permanents).

- Comprend un personnel disponible 24 heures sur 24, des logements indépendants et un espace commun.

- Défi : La demande dépasse les capacités, avec seulement 21 lits d'urgence disponibles.

- **Suswin Village à North Bay :**

- Un programme de logement dirigé par des Autochtones et rattaché à un centre de services et d'amitié autochtone.

- Défi : Manque de financement pour reproduire le modèle ailleurs.

Souveraineté autochtone en matière de logement et de recherche

Un thème central de la discussion a été le besoin d'intégrer le leadership autochtone et l'autodétermination à chaque étape des projets de logement et des initiatives de recherche.

Assurer le leadership autochtone dès le début

Les personnes présentes ont insisté sur l'importance d'impliquer les voix autochtones dès le début de tout projet :

- « **Ne commencez pas de projet sans impliquer les Autochtones. Trop souvent, nous sommes consultés une fois que les décisions ont déjà été prises.** »
 - Les collectivités autochtones devraient être des chefs de file, plutôt que de simples personnes présentes.
- « **Nous devons nous poser la question suivante: Comment les visions du monde, les valeurs et les enseignements des Autochtones sont-ils reflétés dans ce projet?** »
 - Les projets doivent refléter les besoins et les priorités des peuples autochtones, et non imposer des solutions externes.

La reconquête de la souveraineté sur les données et les histoires

Les personnes présentes s'inquiètent de la manière dont les initiatives de recherche et de financement extraient les histoires des Autochtones sans apporter de réels avantages à la communauté :

- « **Les gens nous prennent nos histoires, puis nous donnent une carte Tims de 5 \$. On me donne peut-être un beignet ou un café, mais je continue de dormir dehors.** »
 - Un appel fort a été lancé en faveur de la souveraineté des données, garantissant aux collectivités autochtones le contrôle et les avantages des données recueillies à leur sujet.

- « **Comment allez-vous procéder pour demander le consentement à chaque étape du projet?** »

- Les peuples autochtones ont toujours été privés du droit de consentement, et les projets doivent être conçus de manière à respecter le principe du consentement continu et éclairé.

Action gouvernementale pour construire un avenir meilleur

Les personnes présentes ont formulé des recommandations en faveur d'un changement systémique, en insistant sur le rôle de l'engagement politique et de la défense des droits.

Modification de la dynamique du pouvoir dans l'élaboration des politiques

- « **Nous avons besoin de personnes expérimentées dans le domaine de la gouvernance.** »

- Les politiques de logement devraient être élaborées par ceux et celles qui ont connu l'insécurité du logement de première main.

- « **Nous devons réorienter les priorités de financement du secteur privé vers les besoins des collectivités.** »

- Les ressources gouvernementales devraient soutenir le logement en tant que droit de la personne et non en tant que possibilité d'investissement.

Renforcer les relations entre le gouvernement et les collectivités

- « **Le changement émane des décideurs. S'ils ne comprennent pas ce dont nous avons besoin, ils ne nous laisseront aucune possibilité.** »

- Il est nécessaire d'établir un dialogue plus direct entre les représentants du gouvernement et les défenseurs du logement.

- « **Les relations ne devraient pas être forcées, mais être le fruit de partenariats authentiques.** »

- Les gouvernements doivent investir du temps dans un dialogue constructif avec les défenseurs des collectivités au lieu de créer des consultations purement formelles.

Repenser la disponibilité des terrains et des logements

- « **Les autorités disent : 'Nous n'avons pas le terrain', mais ont-elles envisagé les espaces appartenant à des groupes religieux ou à des écoles?** »

- Il nous faut des solutions créatives pour l'affectation des sols, compte tenu notamment des propriétés sous-utilisées.



- « **De nombreux agents de la fonction publique travaillent encore à domicile. Y a-t-il des bâtiments publics vides qui pourraient être réaffectés à des fins de logement?** »

- En repensant l'affectation des biens publics, il serait possible de résoudre la crise du logement.

Principaux enseignements

Le dialogue en cercle a permis d'avoir une conversation constructive avec les personnes présentes, et de tirer de nombreux enseignements essentiels. Ces conclusions donnent la possibilité aux personnes de plaider en faveur de solutions plus poussées et de participer au groupe d'examen Neha afin de faire entendre leur voix. Voici quelques conclusions du cercle de partage :

- Il existe des modèles éprouvés de solutions de logement, mais ils ne peuvent être mis en œuvre à grande échelle sans un financement durable à long terme et un soutien politique.
- Pour faire respecter la souveraineté autochtone, les initiatives en matière de logement et de recherche doivent être élaborées conjointement avec les collectivités autochtones, du début à la fin.
- Les changements de politique, la redistribution des fonds et un engagement réel du gouvernement auprès des collectivités sont essentiels pour assurer la justice en matière de logement à long terme.

Remarques de clôture des membres de la commission d'examen

Neha, Sylvia Maracle

Les remarques de clôture ont porté sur l'importance que revêtent à la fois les liens, la guérison et le renforcement des collectivités en tant qu'éléments fondamentaux de la justice en matière de logement.

Renouer avec soi-même et avec les autres

- « **Nous devons aider les autres à renouer avec eux-mêmes afin de pouvoir avancer ensemble.** »
 - La justice en matière de logement ne se limite pas à un abri physique, il s'agit de restaurer un sentiment d'appartenance et d'humanité partagée.
 - La guérison passe par l'établissement de relations et de liens, tant au niveau des personnes qu'à celui de la collectivité.

- « **J'ai dû apprendre à m'épanouir en moi-même.** »

- La guérison personnelle permet de nouer des relations constructives et de bâtir des collectivités solidaires.
- L'accès à un logement stable doit également s'accompagner d'un bien-être mental, émotionnel et culturel.

Bâtir une collectivité pour favoriser le changement

- « **Investissez-vous dans les centres communautaires, créez et renforcez les collectivités dans votre région.** »
 - Des collectivités fortes favorisent la sécurité, le soutien et la résilience.
 - On a invité les personnes présentes à s'engager activement dans des initiatives locales et à créer des espaces où les gens peuvent se réunir, faire part de leurs expériences et plaider en faveur du changement.

Stratégies féministes de défense du logement : Comment se préparer aux résultats des élections

Ange Valentini et Chi Nguyen

La justice en matière de logement ne se limite pas à la politique: elle consiste à rassembler les gens, à favoriser la guérison personnelle et collective et à créer des collectivités fortes et soudées. À mesure que nous avançons, le travail doit être guidé par la compassion, la compréhension et la reconnaissance que le véritable changement est le fruit de relations et d'un objectif commun.



La dernière séance du symposium a porté sur les stratégies de plaidoyer, l'organisation des collectivités et la préparation des élections. Les présentatrices Ange Valentini et Chi Nguyen ont parlé de leur expérience au sein du gouvernement, de leur militantisme et de leur travail d'organisation communautaire, en insistant sur la nécessité d'une représentation, d'une action locale et d'un engagement politique soutenu pour faire progresser la justice en matière de logement.

Le pouvoir de la représentation et de la défense des intérêts

La discussion a mis l'accent sur la sous-représentation des femmes, des personnes de couleur et des peuples autochtones au sein du gouvernement et les conséquences de cette absence sur les politiques de logement et les décisions de financement. Sans la participation de voix diverses aux tables de décision, les politiques échouent souvent à répondre aux besoins réels des collectivités. Les présentatrices ont tenu à souligner que les systèmes politiques, notamment à l'échelle fédérale, demeurent patriarcaux et difficiles à naviguer, mais que grâce à l'action collective et à la solidarité féminine, le changement est possible.

Renforcer les liens et le pouvoir communautaire

L'une des stratégies clés pour un plaidoyer efficace est la proximité et l'établissement de liens, c'est-à-dire l'organisation au sein des collectivités locales afin de créer de solides réseaux de soutien. Les personnes présentes ont été invitées à nouer des relations avec leurs voisins, les centres communautaires et les décideurs locaux afin de cultiver un sentiment commun d'appartenance et de pouvoir. Ce type d'organisation localisée renforce les efforts de plaidoyer et facilite la mobilisation autour de questions clés.

Mettre à profit les réussites locales pour susciter des changements plus ambitieux

Le plaidoyer commence à l'échelle communautaire, où les retombées directes peuvent être constatées et ressenties. De petites victoires, comme celle d'accorder davantage de temps aux Aînés pour traverser la rue, peuvent inspirer les collectivités et leur donner les moyens de s'attaquer à des problèmes systémiques plus importants. À mesure que les personnes et les groupes acquièrent des compétences en matière de défense des droits et de mobilisation, ils peuvent intensifier leurs efforts pour influencer les politiques aux échelons supérieurs du gouvernement.

Mobiliser les autorités locales afin d'obtenir des résultats immédiats

Si les gouvernements fédéral et provinciaux contrôlent une grande partie du budget consacré au logement, les administrations locales quant à elles sont beaucoup plus accessibles et peuvent agir rapidement pour améliorer la situation des collectivités. Les personnes présentes ont été invitées à dialoguer avec les responsables municipaux, à solliciter des subventions municipales et à faire pression pour que des changements soient apportés aux politiques locales en matière de logement. En établissant des relations solides avec les représentants locaux, les collectivités peuvent créer des solutions durables et axées sur les personnes.

Surmonter les obstacles politiques

Le plaidoyer suppose souvent de composer avec des gouvernements hostiles ou indifférents. Face aux obstacles politiques, les intervenantes ont mis l'accent sur la poursuite de l'organisation, de l'engagement médiatique et des partenariats stratégiques. Des tactiques telles que les manifestations publiques, la collaboration avec les entreprises locales et la responsabilisation des décideurs politiques par le biais des médias ont été mises en avant comme moyens de faire avancer les choses malgré la résistance.

Principaux enseignements

- La représentation compte : Une plus grande diversité des voix au sein du gouvernement favorise l'élaboration de politiques qui reflètent mieux les besoins réels des collectivités.
- C'est au niveau local qu'il faut commencer : Les petites victoires remportées dans le cadre d'initiatives locales renforcent la confiance et améliorent les compétences requises pour mener des actions de plaidoyer à plus grande échelle.
- Le pouvoir communautaire est essentiel : Établir des liens avec les voisins, les militants et les leaders communautaires renforce les efforts de défense des droits.
- Mobiliser les administrations municipales : Les responsables locaux sont ceux qui exercent l'influence la plus directe sur le logement et le développement communautaire.
- Il faut persévérer : Face à un gouvernement hostile, une organisation soutenue, la pression des médias et la formation de coalitions peuvent être sources de changement.

Aller de l'avant

La partie de la séance consacrée à la présentation s'est terminée par un appel à l'action: s'impliquer, s'organiser localement, établir des relations et militer en faveur de politiques qui placent les solutions féministes, antiracistes et communautaires au cœur de la justice en matière de logement. Tant que l'incertitude politique persistera, la solidarité et l'action collective seront essentielles pour façonner l'avenir de la politique du logement au Canada.

À la suite de la présentation, les personnes présentes ont été invitées à former des groupes et à discuter des stratégies de sensibilisation issues du symposium qu'elles aimeraient mettre en œuvre dans leurs collectivités. Elles ont été invitées à réfléchir à des stratégies et à des solutions pour mener des actions de plaidoyer dans leurs collectivités. Voici quelques points clés qui sont ressortis de cette discussion:

- Chaque gouvernement a besoin d'activistes : Indépendamment de leur orientation politique, les gouvernements ont tout à gagner à pouvoir compter sur des militants engagés qui leur fournissent une rétroaction constructive, leur proposent des solutions novatrices et les obligent à rendre des comptes. Le plaidoyer joue un rôle crucial pour inciter les décideurs à faire mieux, même lorsqu'ils s'opposent au changement.
- Tout changement commence à l'échelle locale, et chaque effort compte : L'organisation locale est le fondement d'un changement systémique plus large. Les petites victoires remportées à l'échelle municipale renforcent le pouvoir collectif, les compétences et la confiance, créant ainsi une dynamique propice à des initiatives plus ambitieuses. La formation de coalitions avec des partenaires diversifiés renforce les efforts de plaidoyer et facilite la mise en œuvre et la pérennité des changements politiques.
- Il faut saisir les possibilités d'action : Les défenseuses doivent agir lorsque les possibilités se présentent, plutôt que d'attendre d'obtenir la permission. Un engagement proactif et une prise de décision audacieuse garantissent que les questions importantes bénéficient d'une visibilité et d'une attention accrues.
- Identifier et mobiliser les alliés clés : Établir des relations avec des commanditaires, des organismes et des intervenants qui partagent les mêmes objectifs renforce les campagnes de sensibilisation. Identifier ceux et celles qui bénéficient le plus d'un changement de politique permet de créer des partenariats complémentaires qui renforcent l'effet collectif.
- Bâtir des relations respectueuses avec les décideurs: Toute action efficace en matière de plaidoyer passe par un engagement constructif auprès





des décideurs politiques. En adoptant une approche collaborative plutôt qu'antagoniste dans les relations avec les décideurs, il est plus probable d'obtenir des changements politiques significatifs. La confiance, le respect et la persévérance sont essentiels pour nouer des relations fructueuses dans les sphères gouvernementales.

- Rester en contact et célébrer les victoires: Un plaidoyer durable repose sur les liens communautaires et les récits partagés. Célébrer les petites victoires permet de maintenir l'élan, surtout dans un contexte politique difficile. En se soutenant mutuellement et en reconnaissant les progrès accomplis, les défenseuses peuvent garder espoir, rester résilientes et avoir une influence à long terme.

Cérémonie de clôture - Jour 2

Lors de la deuxième journée du symposium Parlons femmes et logement, l'Aînée Marie McGregor Pitawanakwat a prononcé des prières de clôture en anishinaabemowin et en anglais. La prière de l'Aînée Marie était axée sur le bien-être des personnes présentes après une journée de travail intense et les encourageait à continuer à travailler ensemble, à garder espoir et à faire vivre cette vision pour les sept générations à venir. Les gardiennes du savoir Pamela Spurvey et Tracey McKinnon ont chanté et joué du tambour au rythme de la chanson sur l'eau. Cette chanson est un message pour exprimer notre gratitude envers l'eau et pour la protéger au profit des générations futures. Les gardiennes du savoir ont fait une cérémonie de purification pour toutes les personnes présentes.

Poursuivre le travail

Le symposium Parlons femmes et logement continue d'offrir une plateforme puissante pour l'apprentissage, le dialogue et l'action collective dans la lutte pour l'égalité des sexes et la justice en matière de logement. Grâce à des expériences partagées, des discussions approfondies et des approches stratégiques en matière de plaidoyer, les personnes présentes ont renforcé leur compréhension des obstacles systémiques à l'accès au logement et ont pris conscience de l'urgence que revêt une réforme politique. Les discussions ont confirmé que le logement n'est pas seulement une question sociale, mais un droit humain fondamental, et que pour réaliser des progrès concrets, des efforts audacieux et soutenus sont nécessaires à tous les échelons de la société.

À mesure que nous avançons, les personnes présentes peuvent prendre des mesures concrètes pour poursuivre ce travail au-delà du symposium:

- S'engager dans la défense des intérêts locaux: Le changement passe d'abord par les collectivités. Assistez aux réunions du conseil municipal, défendez les droits des locataires et soutenez les initiatives locales en matière de logement. Les petites actions constituent le fondement des changements systémiques plus importants.
- Construire et renforcer les coalitions: L'essentiel, c'est la collaboration. Collaborez avec des organisations, des mouvements locaux et des alliés pour faire entendre votre voix et promouvoir des politiques de logement équitables.
- Demander des comptes aux gouvernements : Restez informé des politiques qui touchent le logement et demandez aux décideurs de prendre des mesures. Entrez en contact avec les élus, participez aux consultations publiques et plaidez en faveur de solutions transparentes et communautaires.
- Soutenir la souveraineté autochtone dans les solutions de logement : Veillez à ce que les voix autochtones soient prises en compte dans les projets et les politiques en matière de logement. Préconisez des modèles de financement qui accordent la priorité aux initiatives de logement dirigées par les Autochtones.
- Placer l'expérience vécue au cœur de l'action politique et du plaidoyer: Il faut inclure les personnes directement touchées par l'insécurité du logement et l'itinérance dans les processus décisionnels. Soutenez les possibilités de développement du leadership pour les personnes ayant une expérience vécue.
- Voter et inciter à l'engagement politique : La politique du logement est un sujet profondément politique. Participez aux élections, sensibilisez votre collectivité aux questions liées au logement et soutenez les candidats qui accordent la priorité à la justice en matière de logement.

